

Pour Macron, bénie soit la censure !



Pendant des siècles, il était entendu que tout éditeur ou imprimeur se discréditait ou se déshonorait quand il caviardait l'œuvre littéraire ou le document qu'il publiait, en omettant ou en modifiant volontairement une phrase ou un paragraphe, quelles qu'en fussent les raisons. Quand la censure était décidée par le pouvoir, qu'il fût royal, d'église, républicain, laïque ou financier, l'intelligentsia, rameutée, s'en indignait immédiatement et décrétait, comme un seul homme, que le pouvoir perdait toute légitimité, s'il empêchait la « libre communication des opinions » tenue pour un des droits fondamentaux du citoyen, ou, pis, s'il s'adonnait à la censure, et que les citoyens, conformément au droit naturel et imprescriptible de « résistance à l'oppression » qui leur est reconnu par la Déclaration de 1789, étaient autorisés à protester, s'indigner, manifester

publiquement, exiger, par une insurrection civique, la fin de la censure et le rétablissement du texte caviardé.

L'exemple d'Henri Fertet, condamné à mort en 1943 par les Allemands pour faits de résistance armée, puis fusillé à Besançon, alors qu'il était lycéen et n'avait pas dix-sept ans, fait Compagnon de la Libération à titre posthume, méritait, pour diverses raisons, ne serait-ce que parce que la vague gauchiste et socialiste de repentance incessante a effacé Henri Fertet de la mémoire nationale, d'être porté à la connaissance et à l'admiration des Français à l'occasion des célébrations officielles, que ce soit celles du 6 juin, du 18 juin ou du 8 mai. Le président Macron a été bien inspiré de sortir de l'oubli ce jeune homme qui a sacrifié sa vie pour la liberté de la France, en lisant le 5 juin, à Portsmouth, devant des représentants du monde occidental, la lettre d'adieu que ses bourreaux l'ont autorisé à écrire à ses parents. La lettre courte est émouvante.

Le problème, car il y en a un, est que Macron a décidé de ne pas en lire des fragments. Les services de propagande de l'Élysée ont prétexté le manque de temps. À qui fera-t-on croire qu'il est impossible de lire en deux minutes une lettre d'une page ? Et si les passages caviardés avaient été insignifiants (Henri Fertet lègue ses livres scolaires à son père et demande à ses parents de donner à un de ses camarades de lycée le paquet de cigarettes que leur fils lui doit), le caviardage aurait pu se justifier. Mais, non, ce qui a été effacé, ce sont les deux passages les plus riches de sens et dans lesquels Henri Fertet explique pour quoi il sacrifie sa vie, à savoir sa volonté de voir subsister la « France éternelle » et sa foi en Dieu et en l'Église du Christ. Il est mort en Français et en catholique : telles sont les deux valeurs qui l'ont fait agir, et cela dès 1942, avec des camarades des Jeunesses chrétiennes.

Que Macron juge que ces deux valeurs n'aient plus de sens, libre à lui, mais qu'il le dise publiquement. Et si ces

références le gênaient, ce qui se comprend clairement au su de la politique qu'il mène et des engagements qui sont les siens, pourquoi a-t-il choisi de lire en public cette lettre ? Il pouvait lire la dernière lettre d'un autre condamné à mort – et elles ne manquent pas -, qui n'aurait pas faire référence à la France éternelle et à l'Église du Christ. Lire cette lettre et la caviarder, comme une sinistre Anastasie ou un vulgaire Pinard, c'est tuer une seconde fois Henri Fertet, dont le sacrifice exigeait la vérité, et non une sordide manipulation politicienne, digne d'un régime totalitaire. Les Français et le monde entier ont droit à la vérité et ils sont en droit d'exiger que la vérité ne soit pas tordue pour complaire à on ne sait qui.

L'effarant dans cette affaire de basse et minable censure est l'omerta. Les intellectuels, toujours prompts à s'enflammer, s'indigner, pétitionner contre, vouer aux gémonies fake news et manipulations, exiger, sont restés cois. Parmi eux, aucun n'a moufté mot. Ils ont donné une nouvelle fois la preuve qu'ils étaient tout confits en dévotion collaboratrice et que la France Libre et la Résistance étaient pour eux une langue étrangère.

Étienne Dolet